

Prendre aux riches : pas par les seules élections

Pour obtenir les voix de la population qui travaille dur, des politiques, des partis nous disent et nous répètent qu'ils ont la solution : il suffit de répartir les richesses autrement. On nous dit que 5 personnes en France possèdent plus que 10 millions, les plus pauvres. En 1920 déjà, on dénonçait ceux qu'on appelait « *les 200 familles* », les plus riches du pays.

Il est arrivé que ces partis arrivent à se faire élire. Et que s'est-il passé ? De rares fois, la population la plus pauvre a pu voir son niveau de vie un peu amélioré, comme avec Lula au Brésil. Mais plus souvent, ils ont trahi leur parole, comme la gauche en France en 1981.

En fait, on rêve si on veut transférer l'immense richesse des riches vers ceux qui en ont tant besoin. On rêve, car nulle part on ne voit de l'argent passer ainsi d'une main de riche à celle de telle ou telle partie de la population ; sauf si le riche le décide de lui-même, pour se donner une belle image, ou bonne conscience.

C'est tout le fonctionnement du système qu'il faut revoir. Notre petite richesse à chacun de nous, et leur grande richesse, ne prennent pas le même chemin. Nous, nous touchons un salaire, mois après mois, à condition de travailler. Les riches les plus riches, pas du tout. Oui, ils peuvent toucher un très bon salaire, mais ce n'est rien à côté du vrai circuit de leur richesse. L'essentiel vient du simple fait qu'ils sont propriétaires. Le propriétaire d'un logement va toucher un loyer, pas besoin de travailler. Le fait d'être propriétaire suffit.

Pareil pour une usine, de 1000 ou 10 000 travailleurs. Les usines, entreprises, c'est ce qui rapporte le plus, dans ce monde-là. En général, les super riches achètent une part d'une entreprise avec ce qu'ils appellent des actions : 20 pour cent peuvent suffire pour avoir le droit de tout décider, ce qu'on fabrique, où on vend, à quel prix, et combien on paye les salariés. Les plus puissants ont des actions dans de nombreuses usines, des secteurs différents : « *on ne met pas tous ses œufs dans le même panier* ».

Tout ce que nous utilisons, le matériel qui a permis de faire cette feuille, notre nourriture, tout sort d'une usine ou d'une autre. Et ce sont les

propriétaires de ces usines, les capitalistes, qui sont, d'après leur loi, les propriétaires de ce qui y est fabriqué ; *et pas du tout les travailleurs qui y travaillent*. Toute la richesse sort de là, et elle n'appartient qu'aux capitalistes, aux propriétaires des moyens qui produisent les richesses. Voilà le vrai point de départ de toutes les inégalités.

Si on ne s'attaque pas à cette loi, qui n'est écrite nulle part mais appliquée partout, répartir les richesses autrement, ça reste des mots, ou des gestes symboliques, très limités.

Souvent, des travailleurs mal payés ou licenciés en appellent à l'Etat. Mais l'Etat a été fabriqué par des générations de ces puissants, avec le souci de protéger leur loi essentielle. Election ou pas, pas question d'y toucher. L'Etat peut jouer sur le salaire minimum, le smic. Mais en l'absence de luttes, il le fait avec du retard sur les prix.

Une chose encore : tout le monde est libre d'être capitaliste. Du coup, entre eux, c'est la guerre en permanence. Dès qu'un secteur rapporte plus de profits, parce qu'on a trouvé les moyens d'économiser sur les travailleurs, ceux des autres secteurs vont vouloir mettre là leurs actions, leur capital. S'ils ne le font pas, si l'un d'eux se laisse distancer par cette course au profit le plus rentable, il risque tout simplement de se faire bouffer.

Dans tout ce fonctionnement, on le voit, les capitalistes n'ont aucun intérêt à mieux payer les travailleurs, à « *répartir la richesse autrement* ». Ils sont tous obligés de garder au maximum leur capital, pour l'investir et le réinvestir, sans arrêt, là où ça va rapporter le plus. Celui qui s'arrête est mort, comme capitaliste, même s'il peut vivre royalement avec ce qu'il s'est mis de côté.

Une autre répartition ? Si on y croit vraiment, et nous y croyons, elle passe par une remise en cause de cette propriété de tout l'appareil qui produit ce qui nous fait vivre : avec la fin de cette propriété privée des usines et de leurs banques, avec un contrôle par les travailleurs eux-mêmes.

3/4/2022

L'Ouvrier n° 367

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

pour recevoir chaque parution, découvrir d'autres numéros, nous aider :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX

Notre site internet : louvrier.org